



# Justice Coalition of Religious

## Dépêches depuis les marges : protection sociale

*Contribution du réseau mondial du JCoR à la<sup>64e</sup> Commission de l'ONU pour le développement social*

### CONTEXTE ET FONDEMENT :

En 1995, les gouvernements du monde entier se sont réunis pour le premier Sommet social mondial. Lors de ce sommet, ils ont pris une série d'engagements en faveur de l'égalité sociale, qui sont inscrits dans le texte de la [Déclaration de Copenhague sur le développement social](#). Parmi ces nombreux engagements figuraient des promesses visant à garantir à tous les citoyens de leurs pays respectifs : la sécurité alimentaire, l'éducation, l'emploi et les moyens de subsistance, les services de santé primaire (y compris les soins de santé reproductive), l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, un logement adéquat et la participation à la vie sociale et culturelle. En 2025, la [Déclaration politique de Doha](#) a été adoptée lors du deuxième Sommet social mondial. Elle a réaffirmé la vision centrée sur les personnes de la *Déclaration de Copenhague* et a souligné que la justice sociale et le développement sont indissociables de la paix, de la sécurité et des droits humains.

En tant que collectif de 24 ONG accréditées auprès des Nations Unies représentant des sœurs, des frères et des prêtres catholiques et leurs collaborateurs dans la mission, la [Coalition des Religieuses et Religieux pour la Justice \(JCoR\)](#) met en avant ces sept domaines d'engagement gouvernemental issus de la Déclaration de Copenhague, car ils sont directement liés aux *thèmes de notre enseignement social catholique*. Chacun de ces sept domaines est une composante essentielle de la *dignité humaine*. Les lacunes dans ces domaines ont tendance à toucher de manière disproportionnée *les pauvres*, envers lesquels nous sommes appelés à exercer *une option préférentielle* ou une attention particulière. En outre, trois de ces domaines appellent implicitement à *prendre soin de la Terre*, dont la prospérité des écosystèmes est étroitement liée à celle de la communauté humaine et constitue une condition préalable à la résolution juste et inclusive des insécurités alimentaires, hydriques et de logement. L'appel en faveur de l'emploi et des moyens de subsistance s'aligne sur le principe affirmant la *dignité du travail et les droits des travailleurs*. L'engagement à rendre la vie sociale et culturelle accessible et inclusive pour tous constitue une reconnaissance importante de la nature sociale des êtres humains et donne la priorité à un moyen d'exercer cette nature par *la participation à la vie familiale et communautaire*.

Ces thèmes de notre tradition religieuse constituent une sorte de feuille de route vers le monde juste et pacifique que nos cœurs croient possible. Nous cherchons à aligner nos comportements personnels, nos vies spirituelles et nos ministères sur ces thèmes, non seulement par le service direct à nos familles et à nos communautés à travers le monde, mais aussi en appelant sans relâche les dirigeants des sphères politiques et économiques à installer ces piliers de justice et de paix dans les structures de notre ordre social, économique et environnemental.

## **BONNES PRATIQUES DU RÉSEAU MONDIAL DU JCoR :**

Les membres du réseau JCoR sont actifs dans une grande variété de ministères qui contribuent à la réalisation des engagements de la Déclaration de Copenhague. Il s'agit notamment

- L'éducation sanitaire dans les bidonvilles et les quartiers informels (Sœurs de Notre-Dame de Namur au Kenya)
- Programmes de distribution de repas et de colis alimentaires aux personnes en situation d'insécurité alimentaire (Missionnaires Clarétains en Haïti ; Congrégation de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur au Liban ; membres de la Fédération des Sœurs de la Charité aux États-Unis d'Amérique et au Canada ; Congrégation des Sœurs de Notre-Dame de la Consolation au Venezuela ; Religieuses et Religieux en Zambie)
- L'enseignement primaire et secondaire (Sœurs de Notre-Dame de Namur en République démocratique du Congo ; Congrégation de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur à Hong Kong ; Sœurs du Carmel apostolique et Sœurs de la Charité de Jésus et Marie en Inde ; Société du Sacré-Cœur et Sœurs de Notre-Dame de Namur au Kenya ; Sœurs Maryknoll de Saint Dominique en Tanzanie ; Sœurs Missionnaires Comboniennes en Ouganda ; Sœurs de Notre-Dame de Namur aux États-Unis d'Amérique ; Congrégation des Sœurs de Notre-Dame de la Consolation au Venezuela ; Religieuses et Religieux de la Charité en Zambie)
- Services d'éducation alternative et/ou de soins de santé, y compris les thérapies holistiques, le soutien psychologique et/ou l'accompagnement spirituel/pastoral (Congrégation de Notre-Dame de Montréal au Salvador et au Honduras ; Sœurs de Notre-Dame de Namur au Kenya ; Congrégation de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur au Liban et en Syrie ; Sœurs Maryknoll de Saint-Dominique en Tanzanie ; Sœurs Missionnaires de Marie Mère de l'Église en Ouganda)
- Formation professionnelle pour favoriser l'accès à des moyens de subsistance (Sœurs de Notre-Dame de Namur en République démocratique du Congo ; Société du Verbe Divin et Sœurs de la Charité de Jésus et Marie en Inde ; Sœurs de Notre-Dame de Namur au Kenya)
- Ateliers sur les compétences de vie et la famille et activités de renforcement de la communauté (Congrégation de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur au Liban ; Sœurs Maryknoll de Saint-Dominique en Tanzanie)
- Foyers d'accueil pour aider les étudiants ruraux à fréquenter l'école dans les centres urbains (Société du Verbe Divin en Inde)
- Groupes d'autonomisation économique pour les femmes (Société du Verbe Divin en Inde ; Sœurs de la Charité en Zambie)
- Services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (Sœurs de Notre-Dame de Namur en République démocratique du Congo ; Société du Sacré-Cœur et Sœurs de Notre-Dame de Namur au Kenya ; Religieuses et Religieux de la Charité en Zambie)
- Services de soins de santé primaires et/ou distribution de médicaments/produits d'hygiène (Sœurs de Notre-Dame de Namur en République démocratique du Congo ; Congrégation de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur au Liban et en Syrie ; Sœurs Missionnaires Comboniennes en Ouganda ; Religieuses de la Charité en Zambie)

- Formation et actions environnementales/agricoles visant à promouvoir la restauration, la protection et l'utilisation durable de l'environnement (Sœurs de Notre-Dame de Namur en République démocratique du Congo ; Mouvement Laudato Si' de la République dominicaine ; Sœurs missionnaires de Marie Mère de l'Église en Ouganda ; Sœurs de Notre-Dame de Namur aux États-Unis d'Amérique ; Sœurs de la Charité en Zambie)
- Systèmes photovoltaïques pour la fourniture d'énergie propre (Sœurs de Notre-Dame de Namur en République démocratique du Congo)
- Sensibilisation aux questions sociales, à la justice et à l'action (par exemple, la lutte contre le racisme) (Sœurs de Notre-Dame de Namur aux États-Unis d'Amérique)
- Efforts de prévention et réponses à la violence contre les femmes et les enfants (Sœurs missionnaires de Marie Mère de l'Église en Ouganda ; Sœurs religieuses de la Charité en Zambie)

Dans chacun de ces contextes, les membres du réseau recherchent et servent de manière préférentielle les membres des populations locales les plus vulnérables et marginalisées, qu'il s'agisse de femmes/filles, de personnes handicapées, de migrants et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, de jeunes femmes enceintes, de personnes âgées, de communautés rurales, de résidents des bidonvilles urbains, de minorités ethniques et religieuses, ou encore de survivants de violences et de conflits.

#### **OBSERVATIONS DU RÉSEAU MONDIAL DE JCoR :**

Dans le cadre des ministères cités ci-dessus et d'innombrables autres, les membres du réseau JCoR ont l'occasion de constater dans quelle mesure les gouvernements de leurs propres pays ont tenu les promesses de la Déclaration de Copenhague au cours des trente années qui ont suivi son adoption. Juste avant le deuxième Sommet social mondial, le JCoR a invité les membres de ce réseau à formuler leurs observations sur l'état d'avancement des engagements de Copenhague, en particulier pour les communautés marginalisées avec lesquelles ils vivent et travaillent. Des réponses ont été reçues de 16 pays différents, notamment d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Amérique du Nord. Dans chaque domaine d'engagement, plus de la moitié de ce groupe diversifié de répondants ont signalé des lacunes importantes. Leurs observations spécifiques sont les suivantes :

<b>Domaine de l'engagement des gouvernements à agir pour tous :</b>	<b>Pays dans lesquels les répondants ont constaté des lacunes :</b>
sécurité alimentaire	Brésil, République démocratique du Congo, République dominicaine, El Salvador, Haïti, Honduras, Hong Kong, Inde, Kenya, Liban, Ouganda, États-Unis, Venezuela, Zambie
Éducation	République démocratique du Congo, République dominicaine, El Salvador, Haïti, Honduras, Hong Kong, Inde, Kenya, Liban, Tanzanie, Ouganda, États-Unis, Venezuela, Zambie
emploi et moyens de subsistance	Brésil, République démocratique du Congo, République dominicaine, El Salvador, Haïti, Honduras, Hong Kong, Inde, Kenya, Liban, Ouganda, États-Unis, Venezuela, Zambie
Services de soins de santé primaires	République démocratique du Congo, République dominicaine, El Salvador, Haïti, Honduras, Inde, Kenya, Ouganda, États-Unis, Venezuela, Zimbabwe
eau potable et assainissement	République démocratique du Congo, République dominicaine, Haïti, Honduras, Inde, Kenya, Ouganda, États-Unis, Venezuela, Zambie

logements adéquats	Brésil, République démocratique du Congo, Haïti, Honduras, Hong Kong, Inde, Kenya, Liban, Ouganda, États-Unis, Zambie
Participation à la vie sociale et culturelle	République démocratique du Congo, République dominicaine, El Salvador, Haïti, Honduras, Hong Kong, Inde, Liban, Tanzanie, Ouganda, États-Unis

Leurs réponses brossent le tableau d'un monde qui souffre encore profondément, non seulement de la privation sociale elle-même, mais aussi de l'incapacité des dirigeants politiques à investir de manière juste et sincère dans des mesures qui permettraient de lutter contre l'insécurité sociale et les inégalités. Par exemple :

- Le Salvador a vu s'aggraver les inégalités de revenus en raison d'investissements disproportionnés des fonds publics dans la sécurité publique et le tourisme, tandis que le système éducatif et l'économie ont été négligés, ce qui a entraîné une augmentation du taux d'abandon scolaire, des fermetures d'écoles, des licenciements d'enseignants, des licenciements à grande échelle et l'effondrement des micro-entreprises.
- En Inde, le sous-investissement public dans l'éducation et la formation des jeunes a alimenté une tendance à la hausse de la toxicomanie et du trafic de drogue chez les jeunes, ce qui a des effets néfastes à long terme sur la santé et le taux d'emploi de la population.
- Malgré l'exploitation continue des précieuses ressources naturelles de la Zambie, qui pourraient générer des revenus importants pour les programmes sociaux, les personnes interrogées dans ce pays indiquent qu'une grande partie de ces revenus est perdue en raison de la corruption et du manque de priorités des dirigeants politiques. En conséquence, les prestataires professionnels de services de protection sociale, tels que les enseignants, ne gagnent pas un salaire mensuel suffisant pour subvenir à leurs besoins fondamentaux et à leur alimentation (c'est-à-dire le coût mensuel local des produits alimentaires et non alimentaires essentiels). Si la scolarisation dans les écoles publiques est gratuite, le manque de personnel et de ressources de ces écoles réduit considérablement la qualité de l'enseignement dispensé et, en fin de compte, les opportunités et la sécurité que l'éducation offre aux jeunes. Désignant la cause profonde des inégalités sociales dans leur pays, nos répondants zambiens déclarent : « La gouvernance est le grand monstre ».
- Aux États-Unis, le gouvernement national mène une campagne de réduction des dépenses consacrées à la protection sociale et à la bonne gouvernance, tant au niveau national qu'international. Ces coupes dans les programmes sociaux déstabilisent systématiquement les communautés les plus pauvres de la population, exacerbant les insécurités alimentaires, financières et immobilières préexistantes aux États-Unis et dans les anciens bénéficiaires de son aide publique au développement à travers le monde. Dans le même temps, la politique fiscale nationale est de plus en plus structurée de telle sorte que les économies réalisées grâce aux coupes dans les dépenses sociales ne sont même pas réparties entre la population américaine, mais prélevées sur les plus pauvres et redistribuées de manière préférentielle aux plus riches.
- En Haïti, le détournement corrompu des ressources publiques dans un contexte de déclin à long terme du développement social a joué un rôle central dans la dissolution de son gouvernement et la montée en puissance d'un régime brutal dirigé par des gangs. Cinq ans après cet effondrement, le peuple haïtien continue de subir les conséquences extrêmes, violentes et omniprésentes de l'incapacité nationale et internationale à remédier à un stade précoce au manque de développement social du pays. S'exprimant sur l'ampleur des ravages et du chaos causés par l'inattention des dirigeants politiques aux besoins de protection sociale, nos répondants haïtiens partagent le sentiment suivant : « Il n'y a pas de gouvernance. Nous avons été abandonnés. »

Dans les nations du monde entier et dans le domaine des affaires intergouvernementales, ce schéma se répète : les dirigeants propagent des discours sur la pénurie afin de prolonger les régimes de concentration des richesses et d'accumulation des ressources au profit d'une classe élitiste. Ils déclarent que les fonds publics sont trop rares pour garantir les opportunités et les protections sociales de base qui constituent un tissu social sain, mais ils peuvent être régulièrement et facilement trouvés et alloués à des causes telles que :

- répondre aux normes et aux attentes des touristes internationaux dont les revenus disponibles sont bien supérieurs à ceux de la population locale,
- subventionner des projets industriels extractifs et des projets dits « de développement » qui privatisent leurs propres gains tout en externalisant et en collectivisant leurs risques et leurs dommages considérables, mondiaux et intergénérationnels,
- offrir des incitations financières aux grandes entreprises et des exonérations fiscales aux segments les plus riches de la population, et
- en mobilisant des ressources importantes et en mettant en œuvre des mesures militaristes pour lutter contre la criminalité et la violence après l'effondrement de l'ordre social.

En ce qui concerne les politiques et programmes existants visant ostensiblement à lutter contre les inégalités, les membres de notre réseau ont fait les observations suivantes :

<b>Phénomène de développement social :</b>	<b>Pays dans lesquels les répondants ont observé ce phénomène :</b>
Divers ministères ou départements gouvernementaux s'efforcent de lutter contre les inégalités, mais ils travaillent tous séparément. Ils ne semblent pas avoir connaissance les uns des autres ni coordonner leurs efforts.	République dominicaine, Honduras, Hong Kong, Inde, Liban, Ouganda, Zambie
Lorsque le gouvernement élabore ou met en œuvre une politique visant à réduire les inégalités, il ne consulte pas suffisamment les personnes (par exemple, les organisations de la société civile) qui s'efforcent déjà de lutter contre les inégalités, ni ne collabore suffisamment avec elles.	République dominicaine, République démocratique du Congo, El Salvador, Honduras, Hong Kong, Inde, Kenya, Liban, Ouganda, États-Unis d'Amérique, Venezuela
Les politiques gouvernementales s'attaquent aux inégalités pour certains groupes de notre société, mais pas pour d'autres.	Inde, Kenya, Liban, Ouganda, États-Unis d'Amérique, Zambie
Nos politiques qui tentent de lutter contre les inégalités traitent les besoins de toutes les personnes vivant dans la pauvreté, la vulnérabilité ou l'exclusion comme si leurs besoins étaient les mêmes. Elles ne reconnaissent pas que certaines personnes ont besoin d'un soutien plus important ou différent que d'autres.	Brésil, République dominicaine, Hong Kong, Inde, Kenya, Tanzanie, Ouganda, États-Unis d'Amérique, Zambie

Les observations générales résumées ci-dessus découlent du travail de longue date de nos membres en marge de leurs pays respectifs. De ce point de vue privilégié, ils ont remarqué des « lignes d'exclusion », des identités et des caractéristiques spécifiques qui tendent à correspondre aux privations ou à l'insécurité les plus extrêmes dans les domaines d'engagement de la Déclaration de Copenhague. À cet égard, quelques tendances notables se dégagent de leurs rapports :

- Des répondants issus de contextes aussi variés que le Honduras et l'Inde ont signalé que, bien que des lois aient été adoptées pour lutter contre les inégalités dans la mise en œuvre des programmes de protection sociale, elles ne sont pas suffisamment appliquées pour avoir un impact significatif sur la population. Parallèlement, aux États-Unis, les dirigeants politiques nationaux démantèlent de manière agressive les politiques et les mécanismes d'application conçus pour promouvoir une protection sociale équitable pour des groupes sociaux historiquement et systématiquement marginalisés aussi divers que les personnes handicapées, les peuples autochtones et les groupes ethniques originaires de régions autres que l'Europe, les personnes ayant une identité de genre autre que masculine et/ou une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle, les migrants et leurs enfants nés aux États-Unis.
- Dans toutes les régions du monde, les peuples autochtones et tribaux ont tendance à subir une marginalisation particulièrement flagrante. Au sein de chaque groupe vulnérable, selon nos répondants, les femmes et les filles se heurtent à des obstacles supplémentaires pour bénéficier des services sociaux de base promis par leurs gouvernements en 1995.
- Ceux qui vivent dans des zones à densité de population extrême sont également confrontés à une insécurité sociale accrue. Ceux qui vivent dans les zones rurales et à proximité des frontières internationales sont également systématiquement exclus des programmes et politiques de protection sociale. Parallèlement, les habitants des quartiers urbains informels souffrent d'insécurité alimentaire en raison du manque de terres et de moyens de subsistance, ainsi que de mauvaises conditions d'hygiène et de santé dues à des conditions de vie surpeuplées qui ne répondent pas aux normes d'un « logement adéquat ».
- Les régions sujettes à la sécheresse (par exemple les comtés de Turkana, Marsabit et Wajir au Kenya) sont confrontées à une cascade d'insécurités sociales déclenchées par le manque d'accès à l'eau potable et se traduisant par l'insécurité alimentaire, une incidence élevée de maladies et d'autres effets négatifs sur la santé, ainsi qu'une baisse de la fréquentation scolaire.
- Les régions en proie à des conflits et à des violences prolongés (par exemple, le Liban, Haïti et la République démocratique du Congo) signalent que le poids des dépenses sociales insuffisantes pèse principalement sur les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Cette population souffre de manière disproportionnée de logements temporaires inadéquats, d'une insécurité alimentaire aiguë, de taux élevés d'interruption scolaire et d'abandon définitif, ainsi que d'un accès réduit à la vie culturelle, autant de facteurs qui touchent plus directement les enfants et les jeunes. Les implications économiques des conflits ont également des effets immédiats disproportionnés sur les propriétaires de petites entreprises (par exemple, inflation, détérioration des infrastructures essentielles), tandis que l'effet secondaire de la hausse du chômage touche principalement les femmes et les jeunes.
- Les personnes interrogées dans toute l'Afrique centrale, orientale et australe ont fait état de lacunes particulièrement graves dans la fourniture de services de santé primaire et reproductive. Elles ont signalé des pénuries extrêmes de médicaments de base et de fournitures essentielles dans les centres de santé publics, auxquels s'ajoute le fait que ces centres sont trop peu nombreux et trop difficiles d'accès pour desservir de nombreuses communautés rurales. Dans la même région, malgré la croissance récente importante de la population ayant accès aux infrastructures

énergétiques, les interruptions régulières du service ont pratiquement annulé ces progrès en matière d'infrastructures, ce qui fait peser une charge particulière sur les propriétaires de petites entreprises dont les moyens de subsistance dépendent du service électrique.

## **RECOMMANDATIONS AUX DIRIGEANTS POLITIQUES :**

Nous appelons les États membres des Nations Unies à poursuivre sur la lancée du deuxième Sommet social mondial et à prendre les mesures suivantes pour garantir l'égalité et la justice sociales :

- Collaborer avec les chefs religieux et les réseaux confessionnels afin de :
  - Mener des actions d'éducation populaire sur les programmes gouvernementaux existants qui visent à promouvoir l'entrepreneuriat, la création d'emplois et d'autres formes de protection sociale afin de sensibiliser le public et de favoriser l'utilisation de ces programmes
  - Renforcer la confiance du public dans les institutions gouvernementales en consultant les communautés vulnérables et les groupes locaux de petite taille et peu visibles qui travaillent directement sur le terrain avec elles afin d'identifier (a) les causes/effets locaux de l'insécurité sociale et (b) les failles qui entraveront l'impact des programmes de protection sociale proposés (avant et un an après la mise en œuvre du programme)
  - Cartographier et diffuser largement l'ensemble des programmes de protection sociale publics et privés accessibles à un large éventail de communautés marginalisées à travers le pays (tous les 3 à 5 ans).
- Exiger des rapports systématiques sur tous les programmes de protection sociale actuels et proposés
  - entre les administrations locales et nationales afin d'éviter les doublons et les lacunes dans la couverture des services essentiels
  - au public, y compris un registre des dépenses sociales et autres, afin d'instaurer la transparence et de renforcer la confiance
- Organiser tous les programmes de protection sociale de l'ensemble des agences gouvernementales dans le cadre d'un plan national détaillé de Développement Durable et d'inclusion sociale afin de rationaliser l'intégration et la communication des programmes locaux et nationaux
- Maintenir un bureau d'orientation en matière de protection sociale par l'intermédiaire duquel les citoyens peuvent créer et tenir à jour un profil détaillant leur identité, leur degré de vulnérabilité et leurs besoins, et être orientés vers tous les organismes et programmes de protection sociale pertinents
- Organiser régulièrement des réunions d'information à l'intention des dirigeants de toutes les écoles primaires et secondaires publiques et privées sur les besoins actuels et émergents de leurs marchés du travail locaux et nationaux afin de réduire l'inadéquation entre les compétences de la main-d'œuvre et les besoins du marché
- Mettre en place des programmes scolaires standardisés sur l'hygiène menstruelle et l'éducation sexuelle complète
- Mettre en place de petites subventions pour la production locale et la distribution dans les écoles de produits menstruels durables, en donnant la priorité aux zones rurales
- Consacrer des fonds publics à des bourses d'études postsecondaires pour la formation dans les domaines médical et pédagogique, liées à un engagement à exercer après l'obtention du diplôme dans des communautés rurales et à faibles revenus.

- Annuler la dette des gouvernements étrangers et offrir des prêts sans intérêt et/ou des prêts à des taux d'emprunt comparables à ceux dont bénéficient les États-Unis à tous [les pays qui dépensent actuellement plus pour le service de la dette que pour la santé ou l'éducation](#)
- Allouer des fonds publics pour garantir que les établissements de santé offrent tous les services de soins primaires, de santé reproductive et de santé mentale selon un barème de paiement dégressif et ne refusent aucun patient en raison de son incapacité à payer
- Fixer des salaires minimums proportionnels au coût de la vie local pour tous les professionnels fournissant des services essentiels de protection sociale et encourager la création de syndicats pour toutes ces catégories de professionnels
- Mettre en place et/ou renforcer les mécanismes de contrôle et d'application de politiques fermes contre la discrimination dans la fourniture de tout service ou prestation de protection sociale financé par des fonds publics sur la base du handicap, de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle, de la race/ethnicité, de la religion, de l'affiliation ou des comportements politiques, de l'identité autochtone ou tribale, de l'âge ou de la proximité des villes/districts d'origine des dirigeants politiques nationaux
- Mettre en place une ajustabilité en fonction des besoins avérés dans les programmes de partage des coûts pour l'éducation, le logement et les soins de santé afin de garantir que les ressources nécessaires soient disponibles pour soutenir pleinement les personnes qui en ont le plus besoin
- Éliminer les obstacles juridiques et bureaucratiques qui empêchent les organisations de la société civile de recevoir des fonds étrangers destinés à la prestation de services de protection sociale.

**Nous remercions tout particulièrement les membres et les affiliés des congrégations et organisations suivantes pour leur contribution à ce document :**

Centre pour la culture et le développement, Gujarat  
 Missionnaires clarétains  
 Sœurs missionnaires comboniennes  
 Congrégation de Notre-Dame de Montréal  
 Congrégation de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur  
 Congrégation des Sœurs de Notre-Dame de la Consolation  
 Mouvement Laudato Si', République dominicaine  
 Sœurs Maryknoll de Saint Dominique, Inc.  
 Sœurs missionnaires de Marie Mère de l'Église  
 Sœurs du Carmel apostolique  
 Fédération des Sœurs de la Charité



Sœurs de la Charité de Jésus et Marie  
Sœurs de Notre-Dame de Namur  
Société du Verbe Divin  
Société du Sacré-Cœur